Le Syndicat de la magistrature, la LDH et d’autres veulent la suppression des sanctions pénales pour l’usage de drogue, déplorant notamment la répression ainsi que la “stigmatisation” des consommateurs

26/06/2023 à 11h59



Le Syndicat de la magistrature fait partie du collectif qui a lancé une pétition demandant la suppression des sanctions pénales pour l’usage de drogues.

(…) Emmanuel Macron a annoncé que les amendes pour possession ou consommation de cannabis *“pourront être payées immédiatement”*, en carte bancaire ou en liquide.

franceinfo : Que pensez-vous de cette annonce ?

Samra Lambert (secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature) **:** Ce que l’on constate c’est qu’encore une fois

on veut faire croire que pour lutter contre les trafics, il faut s'attaquer aux consommateurs. Le gouvernement joue sur ce fantasme de guerre à la drogue en confondant à l'envie l'usage récréatif et l'usage problématique.

Selon vous, la sanction entrave l'accès aux soins. Pourquoi ?

Il y a 14 fois plus de moyens qui sont dédiés à la répression qu'à la prévention et à la politique sanitaire et sociale. On fait le constat que les usagers ont peur de la sanction et de la stigmatisation. Cela est lié à l'interdit pénal et à des personnes qui vont être en situation d'overdose et qui ne vont pas appeler les secours. Donc, on échoue sur tous les objectifs. (…)

France Info

Si la consommation de drogues comporte effectivement des risques, la répression du simple usage de drogues, délit sans victime, constitue un non-sens :
• elle est inefficace pour réduire la consommation : 45 % des Français ont déjà expérimenté le cannabis (chiffre le plus élevé en Europe), 22 % en ont consommé récemment (2e chiffre le plus élevé d'Europe), la consommation de cocaïne concerne 600 000 personnes en France et est en hausse constante depuis vingt ans, la consommation de cocaïne et d'ecstasy/MDMA y est supérieure à la moyenne européenne…

(…) cette réforme est soutenue par de nombreuses organisations et associations de policiers, magistrats, usagers, professionnels de l'addictologie, associations de défense des droits humains : Association guyanaise de réduction des risques (AGRRR), Aides, Auto-support et réduction des risques parmi les usagers et ex-usagers de drogues (ASUD), Cannabis sans frontières, Collectif Police Contre la Prohibition (PCP), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Fédération Addiction, Groupe de recherche et d'études cliniques sur les cannabinoïdes (GRECC), Médecins du monde, Observatoire

internationale des prisons, SAFE, SOS Addictions, Syndicat de la magistrature

(…)

Assemblée nationale